



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction  
départementale  
des territoires et de la mer**

**Arrêté N° 2024/SEE/0016**

modifiant l'arrêté préfectoral n° 2019/SEE/006 du 8 février 2019 portant prescriptions spécifiques relatives au système d'assainissement du bourg de la commune de Monnières « Route de Saint-Fiacre »

**LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** la directive cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000 (directive 2000/60/CE) du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

**VU** la directive 91/271/CEE du conseil des communautés européennes du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (ERU) ;

**VU** le code de l'environnement et notamment les articles L.170 à L.173, L.210 à L.216, D.211-10, R.211-22 à R.211-47, R.212-10, R.212-11 et R.212-18, R.214-1 à R.214-56, R.216-7 à R.216-14 et le livre V – titre IV ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 novembre 1994 portant délimitation des zones sensibles pris en application du décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.372-1-1 et L.372-3 du code des communes ;

**VU** l'arrêté inter-préfectoral du 9 décembre 2009 portant révision des zones sensibles dans le bassin Loire-Bretagne ;

**VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et le programme pluriannuel de mesures correspondant en vigueur ;

**VU** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du bassin de la Sèvre Nantaise en vigueur ;

**VU** l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2019/SEE/006 du 8 février 2019 portant prescriptions spécifiques relatives au système d'assainissement du bourg de la commune de Monnières « Route de Saint-Fiacre » ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2023 donnant délégation de signature à monsieur Mathieu BATARD, directeur départemental des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2023 portant subdélégation de signature de monsieur Mathieu BATARD à ses collaborateurs ;

**VU** l'enregistrement numérique du présent document sous le n° cascade 44-2023-00327 ;

**VU** le projet d'arrêté modificatif transmis le 5 décembre 2023 à la communauté d'agglomération Clisson Sèvre et Maine Agglo pour observations éventuelles au titre d'une phase contradictoire de quinze jours ;

**CONSIDÉRANT** le transfert de la compétence assainissement de la commune de Monnières à la communauté d'agglomération Clisson Sèvre et Maine Agglo avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

**CONSIDÉRANT** que l'annexe I-D-4-b de la directive du 21 mai 1991 susvisée prescrit pour les paramètres DBO5 – DCO – MES exprimés en valeurs de concentration, que le nombre maximal d'échantillons prélevés dans des conditions d'exploitation normales ne doit pas s'écarter de plus de 100 % des valeurs paramétriques et que pour les valeurs en concentration se rapportant au total des matières solides en suspension, l'écart peut aller jusqu'à 150 % ;

**CONSIDÉRANT** que l'annexe III – tableau 6 – de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif prescrit les performances minimales de traitement attendues sur les paramètres DBO5, DCO et MES : rendements minimums, concentrations maximales et concentrations rédhitoires associées ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de prescrire des valeurs rédhitoires calculées conformément à la directive européenne pour les paramètres DBO5, DCO et MES du système d'assainissement de Monnières – Route de Saint-Fiacre ;

**CONSIDÉRANT** l'absence de réponse de la communauté d'agglomération Clisson Sèvre et Maine Agglo au projet d'arrêté qui lui a été présenté au cours de la phase contradictoire ;

**SUR PROPOSITION** de monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1** : Objet de l'arrêté modificatif

Le présent arrêté a pour objet la modification de l'arrêté préfectoral n° 2019/SEE/006 du 8 février 2019 susvisé, et concerne la prise en compte du changement du maître d'ouvrage de l'agglomération d'assainissement et la révision de la concentration rédhitoire de rejet sur les paramètres DBO5, DCO et MES à l'article.

### **ARTICLE 2** : Modification apportée à l'article 2 – *objet de l'arrêté*

L'article 2 est ainsi remplacé :

Conformément à l'article R.214-39 du code de l'environnement, le présent arrêté porte sur les prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant le système de collecte (code Sandre ouvrage 0444100R0002) et la station de traitement des eaux usées (code sandre ouvrage 0444100S0002) d'une capacité nominale de **1 500 Equivalents-Habitants (EH)**, située rue du Paradis, sur la commune de Monnières.

La communauté d'agglomération Clisson Sèvre et Maine Agglo est le maître d'ouvrage du système d'assainissement de l'agglomération de Monnières « route de Saint-Fiacre ».

La géolocalisation de la station de traitement des eaux usées est en mode Lambert 93 (X : 369 727 ; Y : 6 679 541).

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des opérations soumises à déclaration en application de l'article R.214-1 du code de l'environnement :

<u>N° nomenclature</u>	<u>Intitulé</u>	<u>Régime</u>	<u>Arrêté de prescriptions générales existant</u>
2.1.1.0 -2°	Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R.2224-6 du code général des collectivités territoriales : supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5	Déclaration	Arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié
2.1.3.0 -2°	Epandage et stockage en vue d'épandage de boues produites dans un ou plusieurs systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif, la quantité de boues épandues dans l'année présentant les caractéristiques suivantes : Quantité épandue de matière sèche comprise entre 3 et 800 t/ an ou azote total compris entre 0,15 t/ an et 40 t/ an	Déclaration	Arrêté ministériel du 8 janvier 1998

**ARTICLE 3** : Modification apportée à l'article 12.3.1 – valeurs limites de rejet – obligations de résultat

L'article 12.3.1 est ainsi remplacé :

En conditions normales de fonctionnement, les valeurs limites de rejet de la station de traitement des eaux usées **en sortie de clarificateur** (point réglementaire A4), mesurées selon des méthodes normalisées, sur échantillon homogénéisé, non filtré ni décanté, sont les suivantes :

<u>Paramètres</u>	<u>Concentrations maximales</u>	<u>Rendements minimaux</u>	<u>Concentrations rédhibitoires</u>
DBO5	30 mg/l	60%	<b>60 mg/l</b>
DCO	90 mg/l	60%	<b>180 mg/l</b>
MES	30 mg/l	50%	<b>75 mg/l</b>
NTK	10 mg/l	-	-
NGL	15 mg/l	-	-
PT	2 mg/l	-	-

Les concentrations maximales s'appliquent sur un échantillon moyen 24 heures, sauf pour l'azote et le phosphore où elles sont à respecter en moyenne annuelle.

Les effluents satisfont aux exigences de rejet en concentration ou rendement sur les paramètres DBO5, DCO et MES.

Valeurs limites complémentaires

- pH compris entre 6 et 8,5
- température inférieure à 25°C
- absence de substances surnageantes
- absence de substances capables d'entraîner l'altération ou des mortalités dans le milieu récepteur
- absence de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeur.

Sont considérées "hors conditions normales de fonctionnement" les situations suivantes :

- fonctionnement de la station de traitement des eaux usées au-delà de son débit et/ou charges de référence prescrits à l'article 10.1,
- opérations programmées de maintenance, préalablement portées à la connaissance du service de police de l'eau,
- circonstances exceptionnelles extérieures au système d'assainissement (correspondant aux situations visées à l'article 2 – alinéa 23 – de l'arrêté interministériel modifié du 21 juillet 2015).

**ARTICLE 4 :** Continuité de l'arrêté préfectoral n° 2019/SEE/006 du 8 février 2019

Le reste des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 8 février 2019 est sans changement.

**ARTICLE 5 :** Publication et informations des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la mairie de Monnières pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la commission locale de l'eau du SAGE du bassin de la Sèvre Nantaise pour information.

**ARTICLE 6 :** Sanctions

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relève des mesures et sanctions administratives prévues aux articles L.171-6 à L.171-12 du code de l'environnement, et des sanctions pénales prévues aux articles L.173-1 à L.173-12 et R.173-1 à R.173-4 de ce code.

**ARTICLE 7 :** Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le directeur départemental des territoires et de la mer, le président de la communauté d'agglomération Clisson Sèvre et Maine Agglo, le maire de la commune de Monnières, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANTES, le 16 FEV. 2024

le PRÉFET,

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental des territoires et de la mer et par délégation,

La cheffe du service Eau - Environnement  
La cheffe du service eau environnement,

Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions des articles L.211-19 et L.211-20 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative, le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'île Gloriette, CS 24111, 44041 Nantes cedex 1 :

1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision à la mairie de Monnières ;
2. par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2 ci-dessus.

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée. Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr>).